

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 avril 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut disciplinaire du personnel de l'Agence régionale pour la propreté, "Bruxelles-Propreté", a donné le 21 avril 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 april 1993 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot vaststelling van het tuchtstatuut van het personeel van het gewestelijk Agentschap voor netheid "Net Brussel", heeft op 21 april 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... les membres du personnel du service de propreté publique de l'Agglomération bruxelloise ont été transférés à l'Agence régionale pour la propreté "Bruxelles-Propreté", le 1er avril 1993;

... pour assurer une bonne gestion du personnel de l'Agence, il convient de remplacer, dans les plus brefs délais, les dispositions du statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise relative au statut disciplinaire, par un arrêté adapté aux nouvelles structures de l'Agence et notamment à son cadre organique;

... il convient de mettre en oeuvre les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et personnes morales de droit public en matière disciplinaire qui en dépendent;".

*

Observations générales.

1. A maintes reprises, l'arrêté en projet reproduit des dispositions de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en

.../...

dépendent. Ces principes généraux sont, en l'espèce, applicables, puisque l'Agence régionale pour la propreté "Bruxelles-Propreté" est l'un des organismes énumérés par l'arrêté royal du 20 octobre 1992, auxquels l'arrêté précité doit, en vertu de son article 62, § 1er, s'appliquer.

Toutefois, il est de règle que :

"Dans un texte législatif ou réglementaire, il y a lieu d'omettre :

- a) les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition d'intensité de force obligatoire supérieure soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant;
- b) les dispositions qui ne font que reprendre sans les modifier ni les abroger des dispositions déjà existantes ayant même intensité de force obligatoire et même portée juridique;
- c) les dispositions qui déclarent applicable à la matière réglée une autre disposition qui y est déjà applicable par elle-même.

Ainsi, il n'y a pas lieu de reprendre une disposition constitutionnelle dans un texte législatif ou réglementaire; ni une disposition législative dans un arrêté; ni même une disposition législative dans une autre loi ou dans un décret; ni une disposition réglementaire, dans un autre arrêté; et cela, ni directement, ni indirectement, par exemple en modifiant la seule rédaction" (1).

Cette règle doit être respectée par les auteurs du projet. A défaut, en effet, les dispositions de celui-ci, qui reproduisent certains principes généraux, risqueraient d'être assimilées à ses autres dispositions et pourraient

(1) Traité de légistique formelle, règle n° 106.

être ultérieurement modifiées sans que l'on n'aperçoive plus leur nature particulière, ce qui ne se peut car les principes généraux ne peuvent être modifiés par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, mais uniquement par le Roi.

De surcroît, l'arrêté en projet ne reproduit pas tous les principes généraux précités, mais seulement certains de ceux-ci. Il établit ainsi une distinction entre eux qui pourrait laisser entendre que ceux qui ne sont pas énoncés ne seraient pas applicables au personnel de l'agence.

Compte tenu de l'observation qui précède, chaque fois que le texte en projet se bornera à reproduire des dispositions de l'arrêté du 22 novembre 1991 précité, qui ne laissent à l'Exécutif aucune faculté de choix, le Conseil d'Etat le relèvera et les textes en question devront être omis.

Par ailleurs, pour assurer une bonne compréhension de l'arrêté en projet par le lecteur, il serait bien d'introduire l'ensemble des dispositions par un chapitre contenant un article précisant que les dispositions de l'arrêté ne portent pas préjudice à l'application des principes généraux de l'arrêté royal du 22 novembre 1991, lorsqu'aucune latitude de les adapter n'est accordée aux Exécutifs par cet arrêté.

2. L'ordre des dispositions du texte en projet n'est pas logique. Il est recommandé de grouper ces dispositions en chapitres distincts, consacrés, dans l'ordre suivant, aux différentes matières traitées :

.../...

- les infractions disciplinaires;
- les sanctions disciplinaires;
- les autorités compétentes;
- la procédure disciplinaire;
- la suspension dans l'intérêt du service.

La numérotation des articles devra être adaptée en conséquence.

3. En ce qui concerne les infractions disciplinaires, le texte en projet n'en comporte aucune définition, même très largement conçue. Les seules précisions fournies, à cet égard, figurent aux articles 6 et 25, alinéa 2, lorsqu'y sont visées, de manière incidente, certaines infractions aux règles applicables en matière de congés ou un comportement portant atteinte à la dignité de la fonction ou une atteinte volontaire aux biens et aux personnes, le vol et le détournement de fonds, l'état d'ébriété, le refus d'ordre et l'injure grave.

Le projet doit être complété sur ce point.

*

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé ne rend pas exactement compte du contenu de l'arrêté en projet. En effet, celui-ci ne règle pas seulement le statut disciplinaire du personnel de l'Agence;

.../...

il organise également la suspension des membres de ce personnel dans l'intérêt du service.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le régime disciplinaire et organisant la suspension, dans l'intérêt du service, du personnel de l'Agence régionale pour la propreté "Bruxelles-Propreté".

Préambule.

Alinéa 1er.

La référence aux articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises est superflue, puisque ces dispositions sont expressément visées à l'article 8 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté.

L'alinéa 1er doit donc être omis.

Alinéa 3.

Le visa de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 (1) fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est également superflu puisque l'Agence

(1) et non du 8 juillet 1973, comme erronément mentionné dans le texte en projet.

régionale pour la propreté ne figure pas au nombre des organismes énumérés à l'article 1er de cet arrêté royal.

L'alinéa doit donc aussi être omis.

Alinéa 4.

Il convient de compléter le visa par les termes "... , notamment les articles 30 à 40 et 62, § 1er;".

Alinéa 5 nouveau.

Il y a lieu d'ajouter un alinéa 5 nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 exécutant pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent".

Proposant.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à de nombreuses reprises, les secrétaires d'Etat ne font pas partie de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat chargé de l'enlèvement et du traitement des

.../...

immondices" et, dans la signature, les mots "Le secrétaire d'Etat, R. HOTYAT".

Dispositif.

Article 1er.

La disposition reproduit l'article 31, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 précité sans viser, toutefois, le déplacement disciplinaire.

Parmi les principes généraux qu'énonce ledit arrêté royal, il importe de distinguer ceux qui ne laissent aucune latitude aux communautés et aux régions de ceux qui confèrent à ces entités un pouvoir d'appréciation, notamment dans le choix des mesures statutaires à adopter. Dans le premier cas, la reproduction des principes généraux doit être omise. Dans le second cas, le choix opéré par l'Exécutif doit figurer dans le projet, quel que soit ce choix.

Il suit de ce qui précède que l'observation générale 1 ne trouve pas ici à s'appliquer, puisque l'article 31, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 laisse aux Exécutifs la latitude de choisir, parmi les peines énumérées, celles qu'ils entendent voir appliquer au personnel et puisqu'en l'espèce, le projet exclut l'une des peines prévue par ledit article 31, § 1er.

.../...

Article 6.

1. La disposition ne précise pas, en ce qui concerne les agents de niveau 2, quelle est l'autorité compétente pour prononcer la sanction.

Le texte doit être complété à cet égard.

2. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, dispose que "la sanction est proposée par l'ingénieur directeur et l'ingénieur de propreté publique". Il s'en déduit que la proposition de sanction doit émaner conjointement de ces deux fonctionnaires, ce qui, comme l'a confirmé la déléguée de l'Exécutif, est bien l'intention des auteurs du projet. Toutefois, une telle procédure, outre qu'elle est inusitée, risque d'entraîner des difficultés pratiques.

3. Au paragraphe 1er, alinéa 2, est visé, sans autre précision, le "responsable de la direction fonctionnelle". S'agissant d'une matière disciplinaire, il s'impose de déterminer avec exactitude quelles sont les diverses personnes responsables.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

5. Le paragraphe 1er, alinéa 4, est imprécis et ne permet, notamment, pas de déterminer quel est le personnel visé par cette disposition. S'agit-il de l'ensemble du personnel ou de telle ou telle catégorie de celui-ci ?

Le texte doit être précisé sur ce point.

L'observation vaut également pour le paragraphe 2.

Article 7.

A l'alinéa 3, il y a une discordance entre le texte français où il est question de la "chambre de recours" et le texte néerlandais, qui utilise le mot "verzoeningskamer".

La même observation vaut pour l'article 11, alinéas 2, 3, 5 et 6, ainsi que pour plusieurs articles subséquents du projet.

Article 8.

La disposition est dépourvue d'utilité, car elle est purement descriptive du processus que précisent les dispositions ultérieures.

.../...

Par ailleurs, elle donne de la notion de "procédure disciplinaire" une signification différente de celle qu'en donne l'arrêté du 22 novembre 1991 précité.

L'article doit donc être omis.

Article 9.

La disposition étant destinée à s'appliquer à tous les délais prévus par l'arrêté en projet, mieux vaut écrire :

"Art. 9. Les délais prévus par le présent arrêté se comptent de minuit à minuit. Ils sont calculés depuis ... ou de l'événement qui les fait courir et comprennent ... légaux.

Le jour ... est compris dans les délais.

Toutefois, ... ouvrable.

Par jour ouvrable ... légaux.

Les délais établis ... quantième".

.../...

Chapitre III.

La division d'un texte en chapitres et sections doit se faire de manière à éviter que certains articles ou groupes d'articles soient exclus de ces divisions.

Il est, dès lors, proposé de supprimer la division en sections dans ce chapitre.

Article 10.

1. A l'alinéa 1er, il faut ajouter "§ 1er".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Mieux vaut rédiger le paragraphe 1er, alinéa 3, sur le modèle de l'article 79, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

4. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il est fait référence à l'observation générale 1. En effet, la règle qui y est énoncée figure à l'article 33, § 3, de l'arrêté royal précité du 22 novembre 1991.

.../...

5. Le paragraphe 3, troisième phrase, paraît limiter à la durée de l'audition le droit du membre du personnel de se faire assister par un défenseur de son choix, alors que, selon l'article 35 de l'arrêté du 22 novembre 1991 précité, "à tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, être assisté par la personne de son choix".

Le principe énoncé par cette disposition de l'arrêté du 22 novembre 1991 est contraignant. Il n'y a donc pas lieu de le répéter dans l'arrêté en projet, comme le Conseil d'Etat l'a indiqué dans l'observation générale 1. Du reste répéter ce principe pour en limiter l'application à l'un ou l'autre stade de la procédure équivaldrait à s'écarter du texte dudit article 35 de l'arrêté royal du 1991.

En conséquence, la troisième phrase du paragraphe 3 doit être omise.

La même observation vaut également pour l'article 18, alinéa 1er, seconde phrase.

Dans le texte néerlandais du même paragraphe 3, la deuxième phrase manque. Il est proposé de rédiger cette phrase comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

1. En ce qui concerne les alinéas 3 et 4, selon la déléguée de l'Exécutif, l'autorité qui prononce la sanction jouirait d'un large pouvoir d'appréciation de l'empêchement en fonction des circonstances et aucune preuve contraire ne serait admise, le membre du personnel étant, si aucune cause d'empêchement n'a été retenue, présumé avoir renoncé à son recours.

Un tel système est générateur d'insécurité juridique; il méconnaît, en outre, les droits de la défense. Il faut prévoir dans le texte les causes qui entraînent la suspension du délai et permettre, le cas échéant, à l'intéressé de s'expliquer.

Le texte doit, en conséquence, être revu.

2. A l'alinéa 3 du texte néerlandais on écrira "geschiedde" au lieu de "gebeurde", ainsi que "opname in het ziekenhuis" au lieu de "hospitalisatie".

3. Pour respecter la liberté de l'autorité disciplinaire de prononcer ou de ne pas prononcer la sanction, le mot "sanction" utilisé aux alinéas 5 et 6 doit être remplacé par le mot "décision".

.../...

4. L'alinéa 7 est inutile; il ne fait, en effet, qu'énoncer une conséquence normale de l'effet de la suspension du délai.

Article 12.

La disposition se borne, en ce qui concerne les décisions portant suspension préventive dans l'intérêt du service, à reproduire la règle figurant à l'article 40, § 2, de l'arrêté du 22 novembre 1991 précité; d'autre part, en ce qui concerne les propositions de sanctions disciplinaires, elle restreint de manière illégale le droit de recours prévu à l'article 36, § 1er, dudit arrêté.

La disposition doit, dès lors, être omise.

Article 15.

1. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion d'une phrase incidente. On écrira donc au 1^o :

"1^o d'un président, magistrat, qui est nommé par le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions et qui assume ...;".

2. Toujours au 1^o, il est prévu que le magistrat président "doit justifier de la connaissance du français et

.../...

du néerlandais". Selon les explications de la déléguée de l'Exécutif, l'intention de celui-ci n'est pas d'exiger que l'intéressé justifie de cette connaissance conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Une telle intention ne peut être admise. Il doit, en effet, s'agir d'un magistrat ayant la connaissance légale des deux langues nationales.

Il faut donc écrire :

"... et doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire".

3. Au 3^o, il convient de supprimer les mots "ne faisant pas partie du personnel de l'Agence régionale pour la propreté" qui constituent une restriction indue de la liberté de choix reconnue aux organisations syndicales représentatives du personnel par l'article 36, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 22 novembre 1991.

4. Au 4^o, il faut omettre le mot "et" et le remplacer par un point-virgule.

.../...

5. L'alinéa 3 doit être omis; il ne fait que reproduire l'article 36, § 2, de l'arrêté du 22 novembre 1991 précité.

6. Du fait de l'omission de l'alinéa 3, il faut omettre, à l'alinéa 4, le mot "également".

7. Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 5 peut être omis. Au demeurant, cette disposition est imprécise, puisqu'on ignore le nombre requis d'assesseurs. Il serait préférable de prévoir un quorum en s'inspirant, par exemple, de l'article 90bis de l'arrêté du 2 octobre 1937 précité.

Article 18.

En vertu de l'article 36, §§ 1er et 3, de l'arrêté du 22 novembre 1991, "l'agent a un droit de recours devant des chambres de recours" et celles-ci "motivent leur avis".

Or, l'article 18, alinéa 2, du projet permet à la chambre de recours de se dessaisir du dossier sans émettre d'avis motivé, ce qui est incompatible avec la disposition précitée dudit arrêté royal.

.../...

Article 20.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, l'intention de l'Exécutif est, non seulement de permettre à la chambre de recours de recommander à l'autorité disciplinaire de procéder à des enquêtes ou à des auditions de nouveaux témoins, mais également de lui permettre d'y procéder elle-même.

Le texte en projet ne traduit pas cette intention.

L'article 20 doit, dès lors, être revu.

Article 21.

Tel qu'il est rédigé, l'article 21, alinéa 2, impliquerait qu'un avis serait censé donné sans aucune motivation, alors qu'une telle motivation est imposée par l'article 36, § 3, de l'arrêté du 22 novembre 1991.

Conformément à l'observation générale 1, l'alinéa doit, dès lors, être omis.

Article 22.

Le texte français de la disposition vise le prononcé de "la peine". Il n'y a aucune raison d'utiliser une terminologie différente de celle employée dans les autres articles du projet. Il faut donc écrire : "la sanction".

.../...

Article 23.

A l'alinéa 1er, il faut écrire : "... sont radiées d'office du dossier individuel ...".

Chapitre VI.Intitulé.

Dans le texte néerlandais il y a lieu de remplacer les mots "voorkomende schorsing" par les mots "voorlopige schorsing".

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 24.

Il est renvoyé à l'observation générale 1.

En effet, la règle que la disposition en projet énonce est inscrite, comme principe général obligatoire, à l'article 40, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991.

La disposition doit donc être omise.

.../...

Article 25.

1. A l'alinéa 1er du texte néerlandais on écrira "het geschorste personeelslid".

2. De l'accord du délégué de l'Exécutif, il faut, dans le texte français, écrire, à l'alinéa 1er, "... et son droit à l'avancement de traitement et peut ...".

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27.

A l'alinéa 3, deuxième phrase, il faut écrire :

"Elle est exécutoire nonobstant tout recours devant la chambre de recours".

Chapitre VII.Article 28.

Il convient de prévoir l'abrogation de l'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 1992 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la

.../...

propreté (1), tout en maintenant l'application aux procédures en cours.

Il est donc proposé d'écrire :

"Art. L'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 1992 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la propreté est abrogé.

Toutefois, il reste applicable lorsque l'action disciplinaire a été entamée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 29 nouveau.

Un article 29 doit être introduit reproduisant l'alinéa 1er de l'article 28 du projet.

L'article 29 du projet devient l'article 30.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A cet égard et à titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans le présent avis.

(1) et non pas des arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 1990 comme erronément indiqué dans le projet.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... les membres du personnel du service de propreté publique de l'Agglomération bruxelloise ont été transférés à l'Agence régionale pour la propreté "Bruxelles-Propreté", le 1er avril 1993;

... pour assurer une bonne gestion du personnel de l'Agence, il convient de remplacer, dans les plus brefs délais, les dispositions du statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise relative au statut disciplinaire, par un arrêté adapté aux nouvelles structures de l'Agence et notamment à son cadre organique;

... il convient de mettre en oeuvre les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et personnes morales de droit public en matière disciplinaire qui en dépendent;".

Algemene opmerkingen.

1. Het ontworpen besluit neemt tal van bepalingen over van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiek-rechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen. Die algemene

.../...

beginselen zijn in het onderhavige geval van toepassing, daar het Gewestelijk Agentschap voor Netheid "Net Brussel" één van de instellingen is die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 20 oktober 1992, op welke instellingen voornoemd besluit krachtens zijn artikel 62, § 1, van toepassing moet zijn.

Als regel geldt evenwel :

"In wet of reglement mogen aldus niet voorkomen :

- a) bepalingen die er alleen op gericht zijn een bepaling van een hogere waarde in herinnering te brengen door die bepaling te herhalen of te omschrijven;
- b) bepalingen die niets anders zijn dan de herhaling van bestaande bepalingen van dezelfde waarde en met dezelfde juridische draagkracht en deze bepalingen noch wijzigen, noch opheffen;
- c) bepalingen die op de daarbij geregelde stof een andere bepaling toepasselijk verklaren, welke op zichzelf reeds op die stof van toepassing is.

Derhalve is het niet aangewezen een grondwettelijke bepaling in een wet of reglement te herhalen, noch een wetsbepaling in een besluit, noch zelfs een wetsbepaling in een andere wet of een decreet of een reglementaire bepaling in een ander besluit over te nemen, zulks noch op rechtstreekse noch op onrechtstreekse wijze, bijvoorbeeld, door enkel de redactie ervan te wijzigen" (1).

Die regel moet worden nageleefd door de stellers van het ontwerp. Zo niet zouden de bepalingen ervan die sommige algemene beginselen overnemen, immers gelijkgesteld

(1) Handleiding bij de wetgevingstechniek, regel nr. 106.

kunnen worden met de overige bepalingen ervan en zouden zij achteraf kunnen worden gewijzigd zonder dat de bijzondere aard ervan nog merkbaar is. Dit mag evenwel niet geschieden daar de algemene beginselen niet door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve kunnen worden gewijzigd, doch uitsluitend door de Koning.

Bovendien neemt het ontworpen besluit niet alle voornoemde algemene beginselen over, doch slechts sommige. Het maakt tevens een onderscheid tussen die beginselen, waaruit zou kunnen worden geconcludeerd dat de niet-vermelde beginselen niet van toepassing zouden zijn op het personeel van het agentschap.

Gelet op de voorgaande opmerking zal de Raad van State er telkens op wijzen wanneer de ontworpen tekst zich ertoe beperkt bepalingen van voornoemd besluit van 22 november 1991 over te nemen die de Executieve geen enkele keuzemogelijkheid laten, en zullen de betrokken teksten moeten vervallen.

Ten einde het ontworpen besluit voor de lezer bevattelijk te maken, zou het aangewezen zijn de bepalingen in hun geheel in te leiden door een hoofdstuk dat een artikel bevat naar luid waarvan de bepalingen van het besluit de toepassing van de algemene beginselen van het koninklijk besluit van 22 november 1991 onverlet laten wanneer dit besluit de Executieven geen ruimte laat om ze aan te passen.

.../...

2. De volgorde van de bepalingen van de ontworpen tekst is niet logisch. Het verdient aanbeveling de bepalingen samen te voegen in onderscheiden hoofdstukken, die in deze volgorde de verschillende behandelde aangelegenheden betreffen :

- tuchtmisdrijven;
- tuchtstraffen;
- bevoegde instanties;
- tuchtprocedure;
- schorsing in het belang van de dienst.

De artikelen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

3. De ontworpen tekst bevat geen enkele begripsomschrijving, zelfs niet in zeer ruime zin, van de tuchtmisdrijven. De enige in dit verband verstrekte toelichtingen komen voor in de artikelen 6 en 25, tweede lid, wanneer terloops verwezen wordt naar sommige overtredingen van de regels inzake verlof, naar een gedrag dat afbreuk doet aan de waardigheid van het ambt of naar de opzettelijke aantasting van goederen en personen, diefstal en geldverduistering, dronkenschap, weigering om een bevel op te volgen en ernstige belediging.

Het ontwerp moet in dat opzicht worden aangevuld.

*

.../...

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift geeft niet ten volle de inhoud van het ontworpen besluit weer. Dit besluit stelt immers niet alleen de tuchtregeling vast van het personeel van het Agentschap, het regelt tevens de schorsing van personeelsleden in het belang van de dienst.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van de tuchtregeling en tot regeling van de schorsing van de personeelsleden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid "Net Brussel" in het belang van de dienst".

Aanhef.

Eerste lid.

De verwijzing naar de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen is overbodig omdat naar die bepalingen uitdrukkelijk wordt verwezen in artikel 8 van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

.../...

Het eerste lid behoort dus te vervallen.

Derde lid.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 8 januari 1973 (1) tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut is eveneens overbodig omdat het Gewestelijk Agentschap voor Netheid niet voorkomt onder de instellingen opgesomd in artikel 1 van dat koninklijk besluit.

Dit lid behoort dus eveneens te vervallen.

Vierde lid.

Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 november 1991 is in de Nederlandse lezing verkeerd geciteerd. Bovendien is het vierde lid onvolledig. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op de artikelen 30 tot 40 en 62, § 1;"

(1) in plaats van 8 juli 1973, zoals in de ontworpen tekst verkeerdelijk is aangegeven.

Nieuw vijfde lid.

Een nieuw vijfde lid behoort te worden toegevoegd, luidende :

"Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot uitvoering, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen".

Voordrachtformulier.

De Raad van State heeft er herhaaldelijk op gewezen dat de Staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Gewestexecutieve. Bijgevolg behoren in het voordrachtformulier en in het ondertekeningsformulier respectievelijk de woorden "en van de Staatssecretaris belast met de ophaling en de verwerking van afval" en "De Staatssecretaris, R. HOTYAT" te vervallen.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Deze bepaling neemt artikel 31, § 1, over van voornoemd koninklijk besluit van 22 november 1991, met uitzondering evenwel van de verplaatsing bij tuchtmaatregel.

Inzake de algemene beginselen die bovengenoemd koninklijk besluit vaststelt, moet een onderscheid worden gemaakt tussen die welke de gemeenschappen en gewesten geen enkele beweegruimte geven en die welke deze entiteiten een beoordelingsbevoegdheid toekennen, inzonderheid inzake de keuze van de aan te nemen maatregelen betreffende de rechtspositieregeling. In het eerste geval behoort de vermelding van de algemene beginselen te vervallen. In het tweede geval moet de door de Executieve gemaakte keuze in het ontwerp voorkomen, wat die keuze ook moge zijn.

Blijkens het voorgaande is de eerste algemene opmerking hier niet van toepassing omdat artikel 31, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 de Executieven erin vrijlaat uit de opgesomde straffen die te kiezen welke zij voornemens zijn toe te passen op het personeel, en omdat het ontwerp in het onderhavige geval één van de straffen gesteld in voornoemd artikel 31, § 1, uitsluit.

.../...

Artikel 6.

1. Deze bepaling geeft niet aan welke instantie bevoegd is om een straf uit te spreken ten aanzien van de ambtenaren van niveau 2.

De tekst behoort in dit opzicht te worden aangevuld.

2. Naar luid van paragraaf 1, eerste lid, "wordt de straf voorgesteld door de ingenieur-directeur en de ingenieur van openbare reiniging". Daaruit vloeit voort dat het voorstel tot straf gelijktijdig voor deze twee ambtenaren moet worden gedaan, wat wel degelijk de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, zoals door de gemachtigde van de Executieve is bevestigd. Een zodanige werkwijze is echter niet alleen ongebruikelijk, maar kan tevens praktische problemen meebrengen.

3. In paragraaf 1, tweede lid, wordt zonder verdere precisering verwezen naar "de verantwoordelijke van de functionele directie". Aangezien het een tuchtrechtelijke aangelegenheid betreft, moet nauwkeurig worden aangegeven welke "verantwoordelijken" daarmee worden bedoeld.

.../...

4. In paragraaf 1, derde lid, vervange men de woorden "het aanzien van de functie" door de woorden "de waardigheid van het ambt".

5. Paragraaf 1, vierde lid, is onnauwkeurig gesteld en maakt het onder meer niet mogelijk te bepalen welke personeelsleden met die bepaling worden bedoeld. Gaat het om het geheel van het personeel of slechts om één of andere categorie ?

De tekst behoort ter zake te worden gepreciseerd.

Die opmerking geldt eveneens voor paragraaf 2.

Artikel 7.

In het derde lid is er een discrepantie tussen de Franse tekst, waarin sprake is van "la chambre de recours" en de Nederlandse tekst waar "verzoeningskamer" staat. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, tweede lid, derde lid, vijfde en zesde lid en voor menig daaropvolgend artikel van het ontwerp.

.../...

Artikel 8.

De bepaling heeft geen nut, daar zij louter een beschrijving geeft van de gang van zaken die in de erop volgende bepalingen wordt gepreciseerd.

Voorts wordt aan het begrip "tuchtprocedure" een andere betekenis gegeven dan die welke voorkomt in voornoemd besluit van 22 november 1991.

Het artikel behoort dus te vervallen.

Artikel 9.

De bepaling wordt geacht toepasselijk te zijn op alle termijnen die in het ontworpen besluit worden gesteld. Daarom zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 9. De termijnen gesteld in dit besluit worden gerekend van middernacht tot middernacht. Zij worden gerekend vanaf de dag volgend op die van de handeling of de gebeurtenis die deze doet ingaan en omvatten alle dagen, zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen inbegrepen.

De vervalldag is in de termijnen begrepen.

Is die dag evenwel ..., dan is de eerstvolgende werkdag de vervalldag.

.../...

Onder werkdag wordt iedere dag van de week verstaan, behalve de zondag en de wettelijke feestdagen.

De in maanden of in jaren gestelde termijnen worden gerekend van de zoveelste tot de dag vóór de zoveelste".

Hoofdstuk III.

De verdeling van een tekst in hoofdstukken en in afdelingen moet aldus geschieden dat wordt voorkomen dat sommige artikelen of groepen van artikelen buiten die verdeling vallen.

Derhalve wordt voorgesteld dit hoofdstuk niet onder te verdelen in afdelingen.

Artikel 10.

1. Vóór het eerste lid behoort "§ 1" te worden ingevoegd.

2. Het zou beter zijn het begin van paragraaf 1, tweede lid, als volgt te stellen : "Het onderzoek wordt geacht te zijn aangevat zodra ...".

3. Het zou beter zijn paragraaf 1, derde lid, te stellen naar het model van artikel 79, § 2, tweede lid, van

.../...

het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

4. Inzake paragraaf 2, eerste lid, wordt verwezen naar de eerste algemene opmerking. De rechtsregel die erin wordt geformuleerd komt immers voor in artikel 33, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 22 november 1991.

5. Volgens paragraaf 3, tweede volzin, van het ontworpen besluit (die in werkelijkheid de derde volzin zou moeten vormen, daar de rechtsregel vervat in de tweede volzin van de Franse lezing niet terug te vinden is in de Nederlandse tekst) lijkt het recht van een personeelslid om zich door een verdediger naar eigen keuze te laten bijstaan beperkt tot de duur van het verhoor, terwijl artikel 35 van voornoemd besluit van 22 november 1991 voorschrijft : "In elke stand van de tuchtprocedure mag de ambtenaar zich voor zijn verdediging laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze".

Het in die bepaling van het besluit van 22 november 1991 vervatte beginsel is van dwingende aard. Het behoort dus niet te worden herhaald in het ontworpen besluit, zoals de Raad van State heeft gesteld in de eerste algemene opmerking. Dit beginsel herhalen om de toepassing ervan te beperken tot een of ander stadium van de procedure zou voorts erop neerkomen dat wordt afgeweken van de tekst van bovengenoemd artikel 35 van het koninklijk besluit van 1991.

.../...

Bijgevolg behoort de tweede volzin van paragraaf 3 te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 18, eerste lid, tweede zin.

Voor de in de Nederlandse tekst ontbrekende tweede volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het personeelslid mag de stukken uit zijn tuchtdossier inzien".

Artikel 11.

1. Wat het derde en het vierde lid betreft zou de overheid die de straf uitspreekt volgens de gemachtigde van de Executieve over een ruime bevoegdheid beschikken ter beoordeling van de verhindering op grond van de omstandigheden en zou geen enkel tegenbewijs worden aangenomen aangezien het personeelslid, indien geen enkele reden van verhindering in aanmerking is genomen, geacht wordt van zijn beroep te hebben afgezien.

Een dergelijke regeling brengt de rechtszekerheid in het gedrang; zij schendt bovendien de rechten van verdediging. In de tekst dienen de redenen aangegeven te worden die de schorsing van de termijn met zich meebrengen en dient, in voorkomend geval, de betrokkene toegestaan te worden uitleg te verstrekken.

.../...

De tekst dient dienovereenkomstig herzien te worden.

2. In het derde lid van de Nederlandse tekst schrijve men "geschiedde" in plaats van "gebeurde" en "opname in het ziekenhuis" in plaats van "hospitalisatie".

3. Met het oog op de vrijheid van de tuchtoverheid om al dan niet een straf uit te spreken, dient het woord "straf", gebruikt in het vijfde en het zesde lid, vervangen te worden door het woord "beslissing".

4. Het zevende lid is nutteloos; het formuleert immers alleen maar een normaal gevolg van de werking van de schorsing van de termijn.

Artikel 12.

De bepaling beperkt zich, wat de beslissingen tot voorlopige schorsing in het belang van de dienst betreft, tot het overnemen van de regel die in artikel 40, § 2, van het genoemde besluit van 22 november 1991 staat; bovendien beperkt zij, wat de voorstellen van tuchtstraf betreft, onwettig het recht op beroep voorgeschreven in artikel 36, § 1, van het genoemde besluit.

De bepaling dient derhalve te vervallen.

.../...

Artikel 15.

1. Het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door een tussenzin in te voegen. In 1^o schrijven men dus :

"1^o een voorzitter, die magistraat is en benoemd wordt door de minister bevoegd voor ambtenarenzaken en die ...;".

2. Nog altijd onder 1^o wordt bepaald dat de magistraat-voorzitter "zijn kennis van het Nederlands en van het Frans (moet) bewijzen". Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve is het niet de bedoeling van de Executieve te eisen dat de betrokkene deze kennis bewijst overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Een dergelijk voornemen kan niet worden gedoogd. Het moet immers gaan om een magistraat die een wettelijke kennis van de twee landstalen bezit.

Men schrijven dus :

"... en die beide afdelingen voorziet en zijn kennis van het Nederlands en het Frans moet bewijzen overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken".

3. In 3^o dienen de woorden "die geen personeelslid van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid is", die een

.../...

ongeeoorloofde beperking van de vrije keuze vormen die bij artikel 36, § 1, van het genoemde koninklijk besluit van 22 november 1991 gelaten wordt aan de representatieve vakorganisaties van het personeel, geschrapt te worden.

4. In 4º dient het woord "en" geschrapt te worden en vervangen te worden door een puntkomma.

5. Het derde lid dient te vervallen; het doet niets anders dan artikel 36, § 2, van het genoemde koninklijk besluit van 22 november 1991 overnemen.

6. Aangezien het derde lid vervalt, dient het woord "ook" in het vierde lid te vervallen.

7. Gelijk het vijfde lid gesteld is, kan het vervallen. Voor het overige is deze bepaling vaag, aangezien het vereiste aantal assessoren niet bekend is. Het zou verkieslijk zijn een quorum vast te stellen, bijvoorbeeld naar het model van artikel 90bis van het genoemde besluit van 2 oktober 1937.

Artikel 18.

Krachtens artikel 36, §§ 1 en 3, van het besluit van 22 november 1991, "(heeft) een ambtenaar het recht op

.../...

beroep bij raden van beroep" en "motiveren (dezen) hun advies".

Artikel 18, tweede lid, van het ontwerp staat de raad van beroep evenwel toe zich van een dossier te ontdoen zonder een gemotiveerd advies uit te brengen, wat zich niet verdraagt met de bovengenoemde bepaling van het genoemde koninklijk besluit.

Artikel 20.

Volgens de uitleg verstrekt aan de Raad van State, wil de Executieve het de raad van beroep niet alleen mogelijk maken de tuchtoverheid aan te bevelen een onderzoek in te stellen of nieuwe getuigen te horen, maar hem ook in staat stellen zelf een en ander te doen.

In de ontworpen tekst komt deze bedoeling niet tot uiting.

Artikel 20 dient derhalve te worden herzien.

Artikel 21.

Gelijk artikel 21, tweede lid, is gesteld zou het inhouden dat een advies geacht wordt gegeven te zijn zonder enige motivering, terwijl een dergelijke motivering opgelegd wordt bij artikel 36, § 3, van het besluit van 22 november 1991.

.../...

Overeenkomstig de eerste algemene opmerking behoort het lid dus te vervallen.

Artikel 22.

De Franse tekst van de bepaling spreekt van het uitspreken van "la peine". Er is geen enkele reden om een andere terminologie te gebruiken dan die van de andere artikelen van het ontwerp. Men schrijve dus : "la sanction".

Artikel 23.

In het eerste lid schrijve men :

"... in het persoonlijk dossier van het personeel twee jaar na de uitspraak ambtshalve doorgehaald, behalve ...".

Hoofdstuk VI.

Opschrift.

In het Nederlandse opschrift, dienen de woorden "voorkomende schorsing" vervangen te worden door de woorden "voorlopige schorsing".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

.../...

Artikel 24.

Er zij verwezen naar de eerste algemene opmerking.

De regel die de ontworpen bepaling stelt, wordt immers als verplicht algemeen beginsel gegeven in artikel 40, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991.

De bepaling dient dus te vervallen.

Artikel 25.

1. In het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijve men "het geschorste personeelslid".

2. In het eerste lid van de Franse tekst behoort "... et son droit à l'avancement de traitement et peut" geschreven te worden. De gemachtigde van de Executieve is het daarmee eens.

3. In het tweede lid van de Nederlandse tekst wordt het bepaald lidwoord onoordeelkundig gebruikt.

Artikel 27.

In het derde lid, tweede zin, schrijve men :

.../...

"Ze is uitvoerbaar niettegenstaande ieder beroep bij de raad van beroep".

Hoofdstuk VII.

Artikel 28.

Er dient voorzien te worden in de opheffing van artikel 2, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve dd. 13 februari 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (1), met dien verstande evenwel dat de toepassing op de lopende procedures in stand behoort te blijven.

Er wordt dus voorgesteld te schrijven :

"Art. Artikel 2, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 februari 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, wordt opgeheven.

Het blijft echter van toepassing wanneer de tuchtvordering ingesteld is vóór de inwerkingtreding van dit besluit".

(1) en niet van de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve dd. 29 maart 1990, zoals verkeerdelijk wordt aangegeven in het ontwerp.

Nieuw artikel 29.

Er dient een artikel 29 te worden ingevoegd dat het eerste lid van artikel 28 van het ontwerp overneemt.

Artikel 29 van het ontwerp wordt artikel 30.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. In dit verband worden in het advies bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.